

**COMPRENDRE LE FASCISME**

**POUR MIEUX LE COMBATTRE**



VERSION ACTUALISÉE



# S O M M A I R E

LE TEMPS EST COMPTÉ,  
IL Y A UN DANGER FASCISTE

PAR EMIL ET MANU ..... PAGE 3

QU'EST-CE QUE LE FASCISME ?

PAR VANINA GIUDICELLI ..... PAGE 7

DOIT-ON PARLER DE FASCISATION ?

PAR ERWAN ..... PAGE 14

LE RN N'EST PAS LE PARTI DES OUVRIERS

PAR CHARLOTTE PAVEZ ..... PAGE 20

DE QUEL ANTIFASCISME AVONS-NOUS  
BESOIN ? L'EXEMPLE DE MARSEILLE

PAR LOU ..... PAGE 27

# LE TEMPS EST COMPTÉ, IL Y A UN DANGER FASCISTE

LA POSSIBILITÉ DU FASCISME, MOUVEMENT DE MASSE ET DE RÉACTION, N'A PEUT-ÊTRE JAMAIS ÉTÉ AUSSI PERCEPTIBLE CES DÉCENNIES PASSÉES QU'À LA LUMIÈRE DES DERNIERS MOIS

**L**e constat est empirique : au printemps 2024, les partis d'extrême-droite européens, bien implantés dans leurs pays respectifs (s'ils ne gouvernent déjà, comme aux Pays-Bas, en Italie, en Hongrie...) ont réaffirmé leur puissance. Ils furent déjà portés en tête lors des élections européennes en France, Italie, Autriche; ils arrivèrent en seconde position en Allemagne, Pologne, Hollande : plus d'un quart des sièges du parlement strasbourgeois sont désormais leurs. Les élections au Royaume-Uni débouchèrent sur une percée historique de l'extrême-droite, Reform UK recueillant 14% des votes. En France, les législatives (anticipées) promurent le RN au rang de premier parti du pays. En Allemagne, l'AFD est crédité de 20% des intentions de vote pour les législatives de février. Galvanisés, les fascistes et les racistes se sont déchaînés durant l'été. Les émeutes pogromistes au Royaume-Uni, l'avalanche d'agressions racistes, homophobes et antisyndicales en France suivant la victoire du RN aux européennes : si les millions d'électeurs d'extrême-droite ne sont heureusement pas encore mobilisés, une frange d'entre eux, non-négligeable par les dégâts qu'elle cause, passe d'ores et déjà à l'action de rue violente, et est prête à s'organiser.

Dans l'introduction de notre première brochure antifasciste (2017), nous écrivions :

*“Le fascisme vient [...]. Pour qu'il arrive au pouvoir il faut au moins 2 conditions : 1° Un parti de masse, se construisant de manière en partie autonome du Capital, capable d'encadrer et discipliner, idéologiquement et physiquement la société et susceptible d'apparaître finalement comme un recours pour une fraction significative du Capital. 2° Une crise du capitalisme, à la fois économique et politique qui exclut tout « règlement » pacifique des contradictions sociales dans le cadre de la démocratie parlementaire.”*

En France, la crise pousse la classe dominante, classe politique comme patronat, à envisager la solution fasciste. Déjà parce qu'elle se durcit elle-même : son autoritarisme s'exacerbe, son racisme se décuple ; elle doit, pour maintenir ses profits, écraser notre classe. De ce point de vue la “dédiabolisation” n'est pas seulement le fruit d'une stratégie “d'épuration” du parti – stratégie électorale, élaborée sous la présidence Marine Le Pen, qui n'est pas sans contradiction avec la base même du parti comme le révèle encore le travail journalistique sur le profil des élus, candidats et assistants parlementaires RN. Elle est aussi la conséquence d'une radicalisation du dehors, de l'ensemble du champ politique. Ensuite le poids du parti est tel qu'il apparaît comme un interlocuteur incontournable, peut-être capable de résoudre la crise à sa façon. Fin 2023, la

“dédiabolisation” est donc entérinée : l’organisation fondée par des SS est accueillie à bras ouverts à la manifestation “contre l’antisémitisme” du 12 novembre. La loi Darmanin, la plus brutale et raciste de ces 20 dernières années, est le produit d’une collaboration sans précédent entre fascistes et macronistes.

Si elle fait du RN un interlocuteur privilégié, la bourgeoisie ne lui donne pas encore son blanc-seing. Cet été, le patronat avouait qu’il se serait seulement accommodé d’un gouvernement RN, face au risque NFP. Il n’était pas encore son premier choix.

Mais la crise n’attend pas et la politique s’essouffle : Macron perd pied, son bloc central se délite, la société comme l’assemblée se polarisent encore plus. Les gouvernements s’enchaînent, toujours plus réactionnaires que les précédents. Les fascistes, eux, se renforcent inlassablement. Le RN, après l’avoir dicté, a déchu Barnier ; Bardella pavane, son livre figurant parmi les meilleures ventes de sa catégorie. Outre-Atlantique, l’élection de Trump, à la tête du mouvement fasciste MAGA – déjà catastrophique en elle-même, laissant augurer le pire des offensives racistes, antiféministes, transphobes et antisyndicales pour les étasunien.nes, et un soutien total au génocide à Gaza – pourrait convaincre par le fait la bourgeoisie française encore indécise. Alors : nouvelle dissolution ? présidentielles anticipées ? 2027 ? Qu’importe : il est aujourd’hui plus qu’urgent pour notre classe de se mobiliser, de briser cette progression et le temps est compté. Il est évident que le salut ne viendra pas de la classe dirigeante, à l’origine même, nous l’avons dit, des politiques racistes qui assoient la légitimité du RN. Il nous faut donc agir par nous-même et pour nous-même :

combattre l’organisation elle-même, contenir, écraser le mouvement qu’elle compte développer, et combattre tout autant les politiques qui fondent son assise idéologique.

En juin 2024, l’annonce de la dissolution, suivie de sondages annonçant Bardella à Matignon, a constitué un électrochoc pour la société française. Un antifascisme instinctif, presque atavique, a saisi la classe ouvrière : des centaines de milliers de personnes manifestent et s’organisent un mois durant contre l’extrême-droite. Des comités antifascistes fleurissent et promettent de perdurer, conscients du danger. Puis c’est la surprise du NFP, puis c’est l’été. Puis c’est le reflux, puis c’est le non-sens : alors que des mois plus tôt on appelait à sa marginalisation, en octobre deux tribunes de militant.es de gauche (décolonial.es, politiques, syndicalistes, féministes) appellent les député.es NFP à voter avec le RN pour l’abrogation de la réforme des retraites. A Paris en décembre, on laisse les fascistes de Nemesis parader 100 mètres derrière une manifestation féministe. Quelques tentatives de riposte sont effectivement portées : contre la venue de Bardella à Marseille, contre des meetings RN à Nantes, mais faut bien reconnaître que les démonstrations automnales n’ont pas égalé les printanières.

Où faut-il chercher les causes de cette démobilisation ? Quels sont les obstacles à surmonter, pour la construction d’un mouvement antifasciste conséquent ?

Notre idée est que ces obstacles sont d’abord de nature conceptuelle. Déjà, sur l’essence du fascisme : La conception majoritaire, de nos jours, le présente comme bras armé du Capital. Il est pourtant relativement autonome et cela a des conséquences dans la manière de

le combattre (nous y revenons). Cette première erreur est ensuite combinée à la mauvaise caractérisation du RN qui, au sein même de la gauche, a réussi son entreprise de dédramatisation. Antifascisme atavique, disions-nous : c'est la perspective de Bardella à Matignon qui a mêlé les masses dans la rue. Alors, sous couvert "d'actualiser l'analyse", se borner à la dénonciation d'un parti "populiste", "ultra-nationaliste", c'est se couper de cet instinct, c'est mal reconnaître son ennemi et aucun mouvement antifasciste ne pourra se construire sans cette clarification : le RN est un parti fasciste.

Impossible cependant d'assumer cette assertion tant qu'un autre mythe persiste : celui des "fâchés pas fachos", celui d'un vote RN "expression du désespoir" d'une classe ouvrière délaissée. Cette fausse conception ne profite qu'au RN, et est véhiculée par lui. Il nous est au contraire crucial de comprendre ce vote, qui n'est pas majoritaire chez les prolétaires, comme un choix conscient, traduction logique d'un racisme décomplexé. Seule cette analyse, suivie d'une stratégie antiraciste cohérente, nous permettra de nous attaquer au cœur du RN : son projet politique fondamentalement raciste et ségrégationniste.

Enfin, c'est l'illusion électoraliste qu'il nous faut défaire. L'antifascisme ne peut se réduire à une sage bataille de siège avec le RN comme il en a été au mois de juin. Les résultats du jeu électoral ne pourront empêcher le parti de se construire, et donc de se présenter encore et toujours comme une solution à la classe dominante. La singularité du fascisme est de plus de mobiliser sur un terrain extra-parlementaire : c'est ici que doivent également se dérouler nos luttes. Le NFP n'a offert qu'un sursis, par

ailleurs bien trop dérisoire pour qu'on daigne l'en remercier. L'enjeu désormais, est donc de construire la mobilisation antifasciste par en-bas, de faire classe contre les fascistes : c'est à dire en développant la mobilisation antiraciste et sans délaissier les méthodes de luttes du mouvement ouvrier : comités de quartier et de lieux d'études, manifestations, grèves. S'agripper à la "planche pourrie de la démocratie bourgeoise" est une impasse.

La présente brochure se donne pour objectif de convaincre du danger fasciste imminent et de contribuer au débat stratégique. Cela passe pour nous par la clarification théorique des sujets sus-nommés.

En ce sens, il nous a paru pertinent de rassembler 3 articles précédemment parus dans notre publication Les cahiers d'A2C.

« Qu'est ce que le fascisme ? » Le premier article de cette brochure, plutôt que d'essayer vainement de trouver une cohérence dans les discours et les programmes fascistes (Mussolini lui même reconnaissait que les fascistes n'avaient pas de doctrine), propose d'étudier les intérêts que les fascismes historiques ont servi et la manière dont ils l'ont fait afin de mieux pouvoir identifier leurs « équivalents fonctionnels » contemporains (formule de l'historien Robert Paxton). Il propose de répondre à deux questions : « Qui sont les fascistes ? Existe-t-il un danger fasciste aujourd'hui ? ». Les réponses à ces questions permettent de mieux cerner notre ennemi et comprendre comment orienter notre action pour le mettre hors d'état de nuire. Pour cela l'article aborde une question aussi essentielle que controversée : les fascistes sont-ils de simples jouets entre

les mains du capital ou ont-ils leur dynamique propre ? De nombreux marxistes considèrent les fascistes comme des laquais de la bourgeoisie. Cette vision les conduit à se désintéresser des fascistes et de la manière dont ils se développent pour se concentrer uniquement sur la lutte contre la classe dirigeante. Or pour que les capitalistes aient recours aux fascistes, il faut que ceux-ci se soient constitués préalablement en mouvement de masse en mesure de répondre aux besoins d'ordre et de stabilité que la bourgeoisie n'arrive plus à assurer avec ses moyens habituels. Le texte invite donc à prendre les fascistes au sérieux. Cela implique à la fois d'analyser le développement des partis fascistes (leur ancrage dans la petite bourgeoisie et leur caractère de masse) et à s'opposer à leur développement avant qu'ils ne soient constitués en parti de masse et ainsi retirer cette carte de la manche des capitalistes. En s'intéressant aux conditions de possibilité du fascisme, le texte donne également des éléments pour comprendre l'actualité du danger fasciste aujourd'hui.

L'article « Doit-on parler de fascisation ? » précise la réflexion en s'intéressant au concept de fascisation de plus en plus utilisé à gauche pour parler de la radicalisation autoritaire et raciste du bloc bourgeois. Il se penche sur les arguments de différents groupes et personnalités de gauche radicale qui l'emploiement (AFA Paris Banlieue, Saïd Bouamama, Ugo Palheta) et les met en débat avec une autre position, celle d'A2C notamment, qui préfère parler de danger fasciste. Pour les tenants du concept de fascisation, le fascisme résulte d'une radicalisation progressive de la bourgeoisie, obligée de se départir de son vernis démocratique suite à des crises

qu'elle n'arrive pas à surmonter par les moyens habituels. Pour nous, il n'y a pas de fascisme sans mouvement de masse fasciste porté par la petite bourgeoisie et partiellement autonome de la bourgeoisie, et il est essentiel de s'organiser contre la construction de cette force fasciste avant qu'elle ne soit en mesure de s'imposer comme une alternative à la bourgeoisie radicalisée en cas de crise. Ces questionnements théoriques ont des implications stratégiques bien concrètes que l'article s'attache à expliciter. Quelle est la meilleure manière de combattre le fascisme : mener une lutte spécifique contre l'extrême-droite, travailler à l'union des gauches ou rester focalisés sur la lutte anticapitaliste révolutionnaire ? Quelles alliances nouer pour mener cette lutte ? Avec qui ? Par en haut ou par en bas ? Après avoir déplié les arguments et leurs implications, l'article propose une position pour guider nos nécessaires luttes antifascistes.

L'article « Le RN n'est pas le parti des ouvrier.es » s'intéresse plus spécifiquement au RN, locomotive de tête du fascisme en France. Se penchant sur les sondages et la sociologie du vote RN, il propose une analyse de classe du vote RN qui met en avant deux caractéristiques essentielles qui viennent battre en brèche deux idées fausses : le RN n'est pas le parti des ouvrier.es, c'est un vote essentiellement petit-bourgeois ; et contrairement au discours sur les « fâchés pas fachos », le racisme, plus que le pouvoir d'achat ou les salaires est un déterminant essentiel du vote RN. Fort de ces constats, le texte nous invite à rediaboliser le RN en tant que parti fasciste et à remettre l'antiracisme au centre de nos combats.

**EMIL (PARIS 20) ET MANU (ST-BRIEUC)**

# QU'EST-CE QUE LE FASCISME ?

DES ANNÉES 1920 JUSQUE DANS LES ANNÉES 1950 ENVIRON, LA QUESTION DU FASCISME EST ANALYSÉE PAR DES MILITANTS MARXISTES QUI CHERCHENT À LE COMBATTRE. POUR DIFFÉRENTES RAISONS, LE DÉBAT SE DÉPLACE ENSUITE PROGRESSIVEMENT DES SPHÈRES MILITANTES VERS LES CERCLES INSTITUTIONNELS, ACADÉMIQUES ET MÉDIATIQUES, ET DEVIENT UN CHAMP D'EXPERTISE, CE QUI N'EST PAS ANODIN POUR COMPRENDRE OÙ NOUS EN SOMMES AUJOURD'HUI.

**D**ans les années 1950 est remise en cause l'idée qu'il serait possible de produire une théorie dite globalisante ou générique du fascisme, c'est-à-dire une analyse qui cherche à appréhender ce phénomène au-delà des particularités nationales. D'autres axes de réflexion sont explorés. Parmi eux, il faut souligner les répercussions importantes des analyses de la philosophe Hannah Arendt sur le totalitarisme (rappelons qu'elle y inclut le nazisme et le stalinisme, mais pas le fascisme italien) ou celles de l'historien et politologue René Rémond sur les droites (selon lesquelles il n'y a jamais eu de vrais courants fascistes en France). Dans les années 1980, deux événements, l'un dans le champ académique, l'autre sur la scène politique, vont susciter la réémergence du débat. Le premier, c'est la parution en 1983 de l'ouvrage de Zeev Sternhell *Ni droite ni gauche*. L'idéologie fasciste en France, dans lequel l'auteur défend l'idée que le fascisme puise ses origines dans des formations politiques françaises

de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. De nombreux historiens du monde contemporain, la plupart se situant dans la filiation de René Rémond, vont contester de façon virulente cette thèse. Le second, c'est la percée électorale du Front National à Dreux en 1983, puis aux élections législatives de 1986 avec l'entrée de 35 députés frontistes au Parlement. Les experts sont sollicités sur la scène médiatique pour analyser le développement politique de ce parti. Un consensus s'opère alors entre les historiens du monde contemporain et des politologues en grande partie liés au CEVIPOF (Centre de recherches de Sciences Po) pour disqualifier l'idée selon laquelle il représente un danger fasciste. Ils s'accordent sur la caractérisation que propose P.A. Taguieff, d'un parti « national-populiste », consensus qui s'est renforcé avec le temps pour s'établir comme position majoritaire, y compris dans les milieux militants. Les réseaux qui continuaient à se mobiliser contre ce danger ont dû faire face à une pression croissante, et l'antifascisme de

masse – qui refuse de laisser les espaces publics aux fascistes – disparaîtra progressivement après les mobilisations contre la percée de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle en 2002. Puisqu'il n'y a pas d'organisation fasciste en France, mais une fascisation de la politique, il faut changer de stratégie.

Qu'est-ce que le fascisme ? Où en est-on du danger actuellement ? Cet article se propose de donner des éléments de réponse à ces deux questions.

---

## LES CARACTÉRISTIQUES DE CLASSE DU FASCISME

---

Nous nous appuyerons dans cette partie sur les analyses de trois dirigeants révolutionnaires marxistes contemporains de l'époque du fascisme italien des années 20 et du nazisme allemand des années 30 : Daniel Guérin, Léon Trotsky et Antonio Gramsci. Leurs analyses convergent sur trois aspects fondamentaux.

---

## UN MOUVEMENT DE MASSE...

---

La première caractéristique du fascisme est d'avoir construit un mouvement de masse. Pas simplement en termes d'adhérents comme peuvent le faire les partis traditionnels libéraux ou conservateurs. Le parti fasciste italien compte 400 000 membres pour 38 millions d'habitants en 1922, le NSPAD allemand un million de membres pour 65 millions d'habitants en 1933. Mais si les premiers s'appuient sur les leviers idéologiques ou institutionnels traditionnels du capitalisme qui poussent à la passivité de la population (comme l'école, les médias, l'Église, l'État, la police, l'armée), le fascisme cherche à l'enrôler,

la galvaniser et la discipliner, notamment par le biais des structures parallèles qu'il construit.

---

## ... DE LA PETITE BOURGEOISIE...

---

La deuxième caractéristique est que ce mouvement de masse a son centre de gravité au sein de la petite bourgeoisie (les petits artisans, commerçants, professions libérales, travailleurs indépendants, etc., qui possèdent leurs moyens de production mais ne font pas le poids dans la concurrence capitaliste). Antonio Gramsci indique par exemple que :

« *La caractéristique du fascisme consiste en ce qu'il est parvenu à constituer une organisation de masse de la petite bourgeoisie. C'est la première fois dans l'histoire qu'une chose pareille se produit. L'originalité du fascisme réside en ce qu'il a trouvé une forme d'organisation adaptée à une classe sociale qui a toujours été incapable d'avoir une unité et une idéologie unitaire : cette forme d'organisation est celle de l'armée en campagne* ».

Ce caractère petit bourgeois du fascisme est un élément essentiel pour comprendre le fascisme et son lien avec les autres classes sociales. Daniel Guérin fait remarquer que la tradition marxiste avait à tort pronostiqué la disparition de cette catégorie sociale, prise en étau en les deux grandes classes qui s'affrontent, les capitalistes et les prolétaires. Or, non seulement la petite bourgeoisie arrive à se maintenir dans le développement du capitalisme, mais il faut y ajouter le développement des couches moyennes, qui sont dépendantes économiquement des capitalistes, mais exercent des fonctions dirigeantes – des fonctions

d'encadrement - au sein des entreprises ou des administrations et se considèrent « comme étant au-dessus du prolétariat ».

Prise en étau, cette classe sociale occupe une position contradictoire dans la société. Pendant les périodes de crise économique extrême, elle est écrasée par le système, mais sa situation intermédiaire amène une partie d'entre elle à vouloir se maintenir en faisant partie de ceux qui écrasent les autres. Pour y parvenir, elle crée son propre mouvement politique, que Léon Trotsky résume ainsi : « le fascisme en tant que mouvement de masse est le parti du désespoir contre-révolutionnaire ».

Cela ne remet pas en question l'idée que les formations fascistes ont pu être des « attrape-tout », c'est-à-dire attirer dans leurs rangs ou leur périphérie des personnes issues d'autres classes sociales. Plus un mouvement fasciste devient important, plus il est susceptible de recruter des sections de la classe ouvrière et d'obtenir le soutien de sections de la classe dirigeante. Mais cela pointe ce qu'est le cœur sociologique de ces partis.

---

### ... AUTONOME DE L'ÉTAT ET DE LA BOURGEOISIE

---

La troisième caractéristique est sans doute celle qui a été la plus débattue parmi les marxistes : l'autonomie du fascisme vis-à-vis de l'État et de la bourgeoisie. Avec la stalinisation de l'Internationale Communiste, la conception de Dimitrov est validée lors de son VII<sup>ème</sup> congrès en 1935 : « le fascisme est la dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier ». Les arguments de ceux (Clara Zetkin, Léon Trotsky, Daniel Guérin, Antonio Gramsci...) qui avaient insisté sur la force du fascisme

en tant que mouvement autonome ont été mis de côté au profit d'une analyse qui n'y voit plus qu'une création du grand capital. Elle est toujours répandue, occultant un aspect essentiel : les fascistes construisent leur mouvement indépendamment de la volonté de l'État ou de la bourgeoisie. Cela mérite donc d'être développé.

L'utilisation du fascisme par la bourgeoisie repose sur des faits incontestables. Des partis fascistes ont pu accéder au pouvoir parce que la classe dirigeante leur en a donné la possibilité. Ainsi, en Italie, c'est le 30 octobre 1922 que Mussolini se voit proposer le poste de 1<sup>er</sup> ministre par le roi Victor Emmanuel III à la suite de la Marche sur Rome, alors que seulement 9000 Chemises noires y ont participé ! En Allemagne, le parti de Hitler devient la première force électorale à partir de 1932, mais il n'obtient jamais la majorité absolue. Et alors que le 6 novembre 1932 il est en baisse (à 33,1%) par rapport aux élections précédentes, le Président Hindenburg nomme Hitler chancelier 3 mois plus tard.

Mais si la classe dirigeante a bel et bien fait appel aux fascistes, car elle l'estimait être le moyen de garder le pouvoir, elle ne les a jamais contrôlés. A. Gramsci explique, à propos de la bourgeoisie italienne, que : « *À la base de tout, il y a le problème même du fascisme, mouvement qui dans l'idée de la bourgeoisie ne devait être entre ses mains qu'un "instrument" de réaction et qui, au contraire, une fois évoqué et déchaîné est pire que le diable, et ne se laisse plus dominer, mais avance pour son propre compte* ». Pour l'Allemagne, Léon Trotsky, moins de six mois avant l'accession de Hitler au pouvoir, pointe le fait que « *les barons, les magnats du capital, les banquiers tentent, au travers du gouvernement Papen, de garantir leur*

*situation et leurs affaires au moyen de la police et de l'armée régulière. L'idée de transmettre tout le pouvoir à Hitler, qui s'appuie sur les bandes avides et déchaînées de la petite bourgeoisie, ne leur sourit pas du tout ».*

De plus, si les partis fascistes ont pu bénéficier du soutien politique et financier de fractions de la classe dirigeante pour se développer, l'historien américain Robert Paxton montre que ces cas sont en réalité de l'ordre de l'exception, et donc loin de la thèse selon laquelle le fascisme serait une sorte d'armée privée du grand capital industriel :

*« L'examen détaillé des archives de l'industrie montre que la plupart des hommes d'affaires allemands, prudents, contribuèrent à toutes les formations politiques non socialistes ayant la moindre chance de barrer la route aux marxistes. S'il est vrai que certaines entreprises allemandes ont alimenté les caisses des nazis, elles ont toujours donné davantage d'argent aux partis conservateurs traditionnels. ».*

En fait, les rapports des capitalistes avec les fascistes ont été faits historiquement d'arrangements, de collusions, mais aussi d'oppositions. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre le caractère autonome du fascisme vis-à-vis de la bourgeoisie. Les fascistes rejettent l'idée que les forces économiques sont le moteur de l'histoire. Ils mobilisent autour de la « nation », de la « patrie », en tentant de rassembler contre les éléments « extérieurs » à la communauté, que ce soit en termes de frontières, d'origine, de culture, de religion (l'identité de cet ennemi pouvant varier selon le contexte). C'est pourquoi ils ont pu à la fois constituer des milices contre les organisations ouvrières jugées ennemies

d'un ordre stable, et qu'en plusieurs occasions, ils ont également soutenu des grèves de travailleurs contre la bourgeoisie. Ce n'est pas l'exploitation qui leur pose problème, mais une bourgeoisie jugée trop faible ou individualiste. Cette approche permet de comprendre que les fascistes s'adressent « à ceux d'en bas » avec un discours radical, sans compromettre pour autant les intérêts de « ceux d'en haut », en assumant souvent un positionnement politique « ni droite ni gauche ».

Paxton résume ainsi le positionnement des capitalistes : « *ceux qui se sont retrouvés alliés du fascisme ont fait des choix qui ne sont pas nécessairement leurs options préférées, en procédant, de choix au choix, le long d'un chemin de rétrécissement des options. A chaque bifurcation de la route, ils choisissent la solution anti-socialiste ».*

---

## OU EN EST-ON DU DANGER FASCISTE AUJOURD'HUI ?

---

Deux conditions semblent déterminantes à la possibilité d'un retour du fascisme au pouvoir : la première, c'est qu'un pays se retrouve dans une situation de crise économique, doublée d'une crise politique, auxquelles les institutions en place semblent manifestement ne pouvoir apporter aucune solution. La seconde est que les partis fascistes ont à ce moment-là déjà acquis une influence majeure sur la scène politique, et démontré leur capacité de représenter une alternative à toutes les ressources existantes pour la bourgeoisie dans la société capitaliste, aussi bien en termes idéologiques que répressifs.

---

## À PROPOS DE LA CRISE

---

Sur le plan économique, il faut regarder l'état du capitalisme dans des périodes données tout autant que la trajectoire des différentes bourgeoisies dans la compétition internationale. Comme l'explique Daniel Guérin, ce sont les contradictions internes à la classe dirigeante plus que la nécessité de combattre par des moyens radicaux la possibilité d'une révolution prolétarienne, comme le laisse entendre l'analyse stalinienne, qui fondent le recours au fascisme :

*« Les possédants, certes, ont peur de la révolution et ils subventionnent des bandes de nervis pour tenir en respect les ouvriers. Mais ce n'est pas pour étouffer la révolution qu'ils se décident à confier au fascisme le pouvoir. Ni en Italie ni en Allemagne il n'y a de péril révolutionnaire immédiat au moment où le fascisme prend possession de l'État. Ils recourent à la solution fasciste pour se protéger moins contre les troubles de la rue que contre les troubles de leur propre système économique. Le mal qu'il s'agit de conjurer est davantage au-dedans qu'au-dehors ».*

Sur le plan politique, l'impasse s'est caractérisée par l'incapacité à prendre des mesures décisives en faveur de l'une ou l'autre des classes sociales antagonistes, bourgeoisie et prolétariat. Ainsi, en Italie, le relatif équilibre des forces en présence conduit à l'absence de réel gouvernement depuis février 1922. 1/3 du Parlement est composé de députés du Parti Socialiste Italien qui se dit révolutionnaire, 1/3 du parti catholique (démocrates), et 1/3 des libéraux et conservateurs, qui feront le choix d'intégrer les fascistes dans un bloc national pour obtenir une majorité. En Allemagne, après la crise de 1929, il

n'existe aucune majorité capable de se dégager pour prendre des mesures face à la crise. Le centre s'amenuise au profit des communistes et des nazis.

---

## À PROPOS DU DÉVELOPPEMENT DES PARTIS FASCISTES

---

Souvent, le critère utilisé pour caractériser une organisation de fascistes fait référence aux discours ou aux programmes (sécuritaire, raciste, liberticide, fausseté sociale, etc.) ou à un rapport particulier aux institutions et à la rue (notamment l'utilisation de la violence). L'historien américain Robert O. Paxton a démontré qu'analyser les courants fascistes de cette façon conduit à des erreurs d'analyse. Dans *Le Fascisme en action*, il développe l'analyse selon laquelle contrairement aux autres courants politiques, aux autres « ismes » (le socialisme, courant défendant les intérêts de la classe ouvrière, le libéralisme et le conservatisme, courants correspondant à ceux de la bourgeoisie), le fascisme ne repose pas d'abord sur un socle théorique ou stratégique bien délimité. Mettre l'idéologie ou les discours au centre de l'analyse des mouvements fascistes est donc une erreur qui fige ce courant alors qu'il s'appréhende mieux à partir de sa dynamique.

Pour rendre compte des contradictions apparentes au niveau de son programme, des méthodes, et des alliances mises en œuvre, il propose d'examiner le fascisme selon un cycle en 5 étapes, parce que « *les instruments conceptuels valables pour une étape ne seront pas forcément aussi efficaces pour les autres* » : 1/ la création des mouvements ; 2/ leur enracinement dans le système politique ; 3/ la manière

dont ils ont pris le pouvoir ; 4/ la manière dont ils l'ont exercé ; 5/ leur durée dans le temps, radicalisation ou entropie.

Cela lui permet par exemple d'identifier que « *si les idées importent dans le fascisme* », « *elles importent davantage à certaines phases qu'à d'autres* » (en l'occurrence, davantage dans la première et la dernière phase que les périodes intermédiaires) ou, lorsqu'il observe l'enracinement des organisations fascistes (la phase 2), de constater que « le fait de devenir un acteur politique de premier plan implique inévitablement la perte de partisans et l'adhésion de nouveaux ». C'est ce qu'il est fondamental d'intégrer lorsque l'on veut comparer des courants actuels aux fascismes passés : les programmes, les stratégies, leur composition et les alliances nouées par ces partis ont évolué tout au long de leur développement. Les choix pragmatiques de Hitler et Mussolini furent surtout guidés par leur détermination à accéder au pouvoir.

Ainsi, au niveau programmatique, les Fasci de Mussolini ou le NSDAP de Hitler n'ont pas hésité à faire évoluer leurs revendications à mesure de leur développement. Par exemple, Angelo Tasca, le journaliste communiste italien, fait remarquer qu'à la fondation du « Fasci di Combattimento » (Fraternités de combat), le programme avait un contenu radical (il réclamait entre autres le suffrage universel à la proportionnelle avec droit de vote des femmes, la journée de travail de 8h, un salaire minimum et la retraite à 55 ans, l'expropriation partielle de toutes sortes de richesses grâce à un impôt lourd et progressif). Mais quelques mois plus tard, « lors du premier congrès véritable des faisceaux », « *tout est annulé par cette formule que Mussolini y prononce* : "Nous les fascistes, nous n'avons pas

de doctrine préétablie : notre doctrine, c'est le fait » ». Aucun des éléments du programme ne sera appliqué une fois les fascistes au pouvoir.

De la même façon, il est impossible d'attribuer aux fascistes des modes d'action ou une stratégie uniques. Actions violentes et processus électoraux étaient considérés comme des tactiques complémentaires. A. Gramsci parle ainsi de « *deux fascismes* » en tension. Par exemple, la défaite cuisante de la tentative de prise du pouvoir en 1923, avec le « Putsch de la Brasserie » de 1923, conduit Hitler à revoir sa stratégie, en la tournant vers la participation électorale. Il y eu des conflits internes importants chaque fois que Hitler faisait des compromis pour accéder au pouvoir. En 1931 par exemple, il interdit les violences de rue, et le refus de lui obéir le conduit à une purge de 500 SA parmi les plus radicaux. Goering dira cette même année : « *Nous voulons prendre le pouvoir légalement. Mais ce que nous ferons de ce pouvoir, quand nous l'aurons, c'est notre affaire* ».

A la fin de son ouvrage, après une étude détaillée des processus historiques de développement de ces mouvements, Paxton se risque à une définition : le fascisme est

« *une forme de comportement politique marquée au coin d'une préoccupation obsessionnelle pour le déclin de la société, pour son humiliation et sa victimisation, pour les cultes compensatoires de l'unité, de l'énergie et de la pureté ; ses militants, des nationalistes convaincus encadrés par un parti fondé sur la masse, collaborent de manière souvent rugueuse mais efficace avec les élites traditionnelles ; le parti abandonne les libertés démocratiques et poursuit, par*

une politique de violence rédemptrice et en l'absence de contraintes éthiques ou légales, un double objectif de nettoyage interne et d'expansion externe ».

Mais il nous met en garde :

« Les bonnes questions à se poser au sujet des néofascismes ou protofascismes d'aujourd'hui sont celles qui concernent la deuxième et la troisième phase du cycle fasciste. S'ancrent-ils comme partis représentants des intérêts et des opinions essentiels et exerçant une influence majeure sur la scène politique ? Avons-nous affaire à une crise économique, une impasse politique ou une humiliation nationale à laquelle les autorités en place ne peuvent apparemment pas apporter de solution ? Une mobilisation politique rapide menace-t-elle d'échapper au contrôle des élites traditionnelles, au point que celles-ci seraient tentées de chercher main-forte auprès de ces mouvements afin de rester au pouvoir ?

C'est en répondant à des questions de ce type, fondées sur une compréhension historique appropriée des processus à l'œuvre dans les fascismes passés, et non pas en vérifiant la couleur des chemises ou en pointant les traces de la rhétorique des dissidents national-syndicalistes du début du XX<sup>ème</sup> siècle, que nous pourrions peut-être reconnaître les équivalents fonctionnels du fascisme de notre époque ».

**VANINA GIUDICELLI (PARIS 20)**

## Bibliographie

- COLLOVALD, Annie. (2004). *Le "Populisme du FN". Un dangereux contresens*. Paris : Éditions du Croquant. 255 p.
- GRAMSCI, Antonio. «La crise italienne». *L'Ordine Nuovo*, 1<sup>er</sup> septembre 1924.
- GRAMSCI, Antonio. *Écrits politiques. III. 1923-1926*. Paris : Éditions Gallimard, 1980, 442 pages.
- GRAMSCI, Antonio. «Les deux fascismes». *L'Ordine Nuovo*. 25 août 1921.
- GUÉRIN, Daniel. [2001 [1936]]. Sur le fascisme : *La peste brune. Fascisme et grand capital*. Paris : La Découverte. 468 p.
- PAXTON, Robert O. (2004). *Le fascisme en action*. Paris : Seuil. 439 p.
- PAXTON, Robert O. (2003). «Les cinq phases du fascisme.» Dans *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, de Michel DOBRY (dir.). Paris : Albin Michel. p. 323-359.
- TROTSKY, Léon. [1993 [1930-1933]]. *Comment vaincre le fascisme (Écrits sur l'Allemagne 1930-1933)*. Paris : Les éditions de la Passion. 240 p.
- GRAMSCI, Antonio. «La crise italienne». *L'Ordine Nuovo*, 1<sup>er</sup> septembre 1924.
- GRAMSCI, Antonio. «Les deux fascismes». *L'Ordine Nuovo*. 25 août.
- GRAMSCI, Antonio. *Écrits politiques. III. 1923-1926*. Paris : Éditions Gallimard, 1980, 442 pages.
- GRAMSCI, Antonio. «Les deux fascismes». *L'Ordine Nuovo*. 25 août 1921.

# DOIT-ON PARLER DE FASCISATION ?

## SORTIR DES IMPASSES ET CONSTRUIRE LA RIPOSTE FACE AUX FASCISTES

DISSOLUTIONS DE COLLECTIFS ET D'ASSOCIATIONS, RÉPRESSION TOUJOURS PLUS FORTE DES MOUVEMENTS SOCIAUX, STIGMATISATION DES MUSULMAN.ES POUR CONSTRUIRE L'ENNEMI INTÉRIEUR, SURENCHÈRE RACISTE ET XÉNOPHOBES, MILITARISATION DE LA POLICE, INTERDICTIONS DE MANIFESTER DE PLUS EN PLUS RÉGULIÈRES, REPRISES DU DISCOURS DE L'EXTRÊME-DROITE PAR LE GOUVERNEMENT... DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES EN FRANCE, TOUT UN TAS D'ÉLÉMENTS INDIQUE UNE RADICALISATION AUTORITAIRE ET RACISTE DU POUVOIR EN PLACE. POUR QUALIFIER CELA, UNE PARTIE DE PLUS EN PLUS LARGE DE LA GAUCHE EMPLOIE LE CONCEPT DE FASCISATION. SI LE TERME ET SA CHARGE SYMBOLIQUE FORTE, RENVOYANT AUX PÉRIODES LES PLUS SOMBRES DE L'HISTOIRE EUROPÉENNE, PERMETTENT DE FAIRE RÉAGIR, IL EST INTÉRESSANT DE REGARDER DE PLUS PRÈS CEUX QUI DÉVELOPPENT CE CONCEPT.

**D**ans cette période où faire reculer les fascistes est plus qu'urgent, cet article vise donc à faire un état des lieux de la question.

Qui parle de fascisation et pour désigner quoi ? Quelles sont les implications stratégiques de cette analyse et quelles sont ses impasses ?

Considérant que la justesse de toute analyse politique se mesure à ses conséquences stratégiques et pratiques, il ne s'agit pas d'un pur débat théorique. La question est bien d'affiner notre compréhension du phénomène fasciste pour mieux savoir par où s'y prendre pour le combattre et pour gagner.

---

### LUTTER CONTRE LA FASCISATION : PAR LA REVOLUTION...

---

Le sociologue et militant du Front Uni de l'Immigration et des Quartiers Populaires (FUIQP) Saïd Bouamama a donné, dans un cycle de formation marxiste, une conférence sur le fascisme où il présente sa définition du fascisme et de la fascisation <sup>1</sup>. Dans la droite ligne d'un certain marxisme

---

1. Transcription éditée disponible sur [acta](#). zone, "Comprendre et combattre le fascisme et la fascisation, 2021

orthodoxe, Bouamama reprend la définition du secrétaire de l'Internationale communiste Dimitrov en 1935, déclarant que le fascisme est la « dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins et les plus impérialistes du capitalisme financier ». Le fascisme est de ce point de vue la dernière carte de la bourgeoisie en temps de crise. Pour lui, « il y a donc une offre de fascisme constituée par les organisations fascistes et une demande de fascisme constituée par d'abord certaines fractions de la classe dominante puis par des fractions plus importantes. »

Complétant cela, Bouamama poursuit en expliquant que la fascisation « est le résultat de l'accumulation de réponses autoritaires successives pour gérer les contestations sociales dans un contexte de crise de légitimité »<sup>2</sup> où toutefois « la bourgeoisie ne se sent pas suffisamment menacée, le fascisme ne trouve pas les conditions d'un accès au pouvoir. Cependant dans des circonstances de développement et de radicalisation importantes des luttes sociales, la classe dominante n'hésitera pas à emprunter au fascisme ses analyses, ses propositions et une partie de ses méthodes. Nous sommes alors en présence d'un processus de fascisation de l'appareil d'État. » Bouamama conclut son exposé ainsi :

*« Il est illusoire de combattre le fascisme en sous-estimant la gravité de la fascisation de l'appareil d'État. Il est tout aussi illusoire de sous-estimer le combat contre les groupes explicitement fascistes. Une fois au pouvoir ces groupes ne pourront être combattus*

2. « Crise de légitimité et processus de fascisation : L'accélération par la pandémie », 12 mai 2020

*que par la lutte armée comme au temps du nazisme. C'est dès aujourd'hui que nous sommes confrontés au double combat contre la fascisation et contre les groupes fascistes. »*

Adhérent à cela, l'Action antifasciste Paris-Banlieues, groupe antifasciste autonome français le plus connu aujourd'hui, déclare que la lutte exclusive contre l'extrême-droite est une double erreur : d'une part car cette lutte serait facilement récupérable et vidée de sa substance par un antifascisme d'Etat et de gouvernement ; d'autre part car cela reviendrait à ignorer le processus de fascisation qui permettrait au fascisme de réapparaître sous de nouvelles formes modernes différentes des fascismes historiques. Ainsi, pour l'AFA Paris-Banlieues, il faut aujourd'hui combattre de front et au même titre l'extrême-droite organisée et les partis de gouvernements classiques, libéraux ou conservateurs, qui participent tous à cette fascisation. Pour elleux, « la milice la plus meurtrière aujourd'hui, ce n'est pas Génération Identitaire ou les Zouaves mais bien la police française. »<sup>3</sup>

Le plus gros problème ici réside dans le manque d'intérêt général porté aux fascistes eux-mêmes. Cette analyse de la fascisation élude complètement la manière dont se construisent les fascistes, à savoir en créant un mouvement de masse, interclasse, et pas uniquement en séduisant la bourgeoisie. En effet, mis à part la bataille de rue et l'autodéfense physique vis-à-vis des militants d'extrême-droite violents, l'antifascisme autonome met de côté la nécessité d'entraver la construction d'organisations fascistes de masse comme

3. From Memory to Struggle, Intervention de l'AFA Paris-Banlieues à Milan, aux 20 ans de la mort de Dax, militant italien tué par un fasciste

le FN/RN. L'antifascisme, conditionné à un anticapitalisme révolutionnaire, se voit alors coupé de toute une partie de notre classe qui serait pourtant disposée à mener bataille face à l'extrême-droite organisée. Ces positions relèvent de moyens d'affirmer une ligne politique davantage que de se donner les moyens d'une riposte efficace. En bref, il s'agirait d'abattre le capitalisme ou rien : voilà qui est bien joli sur le papier, mais pas très utile en réalité.

---

### ... OU PAR L'UNION DES GAUCHES ?

---

Dans un autre registre, Ugo Palheta<sup>4</sup> analyse le fascisme comme un projet politique à part entière “de “régénération” d’une communauté imaginaire - en général la nation - supposant une vaste opération de purification” raciale et politique<sup>5</sup>. A la différence de Saïd Bouamama, son analyse met au centre l'étude du mouvement fasciste français et de son “vaisseau amiral”, le FN/RN. Palheta a bien conscience de la nécessité pour l'avènement du fascisme de la construction d'une organisation de masse capable de rassembler et de mobiliser une large partie de la population. Ainsi, il prend au sérieux l'autonomie relative dont dispose le mouvement fasciste à l'égard de l'Etat et de la bourgeoisie.

Pour autant, lui aussi affirme que l'on fait actuellement face à une séquence de fascisation, cette “phase historique d'imprégnation à la fois idéologique et matérielle” qui prépare le fascisme “par une modification des équilibres

internes à l'État au profit des appareils de répression et une légitimation idéologique de l'entreprise de purification”<sup>6</sup> dans les discours et médias dominants. Il reprend ainsi, comme le concept de fascisation le suppose, l'idée que «le fascisme naît “du dedans”»<sup>7</sup>, c'est-à-dire de l'Etat lui-même qui se transforme au gré des crises capitalistes, idée souvent illustrée par une citation de l'écrivain Bertolt Brecht : «le fascisme n'est pas le contraire de la démocratie mais son évolution en temps de crise ».

Ainsi, quand il s'agit de parler stratégie, Ugo Palheta évoque effectivement l'idée qu'il est nécessaire d'enrayer la construction des organisations fascistes et en particulier du FN/RN, en s'opposant par exemple à toute apparition publique de l'extrême droite. Mais il poursuit immédiatement en appelant à «la construction d'un front uni [rassemblant de multiples organisations syndicales, politiques, associatives] ciblant non seulement le FN mais toutes les politiques qui favorisent sa progression»<sup>8</sup>. Front dont les «visées devraient être à la fois défensives et offensives : cherchant à stimuler et à coordonner les résistances à l'extrême droite, mais popularisant dans un même mouvement la nécessité d'une alternative de société passant par une rupture politique, donc par la conquête du pouvoir.»

S'il est vrai que le fascisme se développe sur la faiblesse de notre camp à construire une alternative politique et sociale assez forte, il est cependant illusoire de croire que celle-ci peut se construire par en-haut, en tentant d'unir

4. Sociologue et militant anticapitaliste auteur de La Possibilité du fascisme (2018)

5. Ludivine Bantigny et Ugo Palheta, Face à la menace fasciste (2021)

6. Ugo Palheta et Omar Slaouti, Défaire le racisme, affronter le fascisme (2022)

7. “De la république policière à la république fasciste ?”, Frédéric Lordon, 26 juillet 2023

8. La possibilité du fascisme, pp. 256-257

les diverses organisations déjà existantes. Cela conduirait à diluer tout ce qu'il y a de contradictions et de désaccords politiques de fond sous prétexte de se défendre face à la menace fasciste. En réalité, cette hasardeuse proposition stratégique dilue l'antifascisme et ce que pourraient être des perspectives d'action très concrètes ici et maintenant dans un appel lointain au rassemblement et à l'unité des gauches. Une sorte d'antifascisme par en-haut. Mais on n'a pas le temps qu'arrive une quelconque union des gauches, il faut combattre les fascistes dès maintenant ! Il est même probable qu'il y ait besoin d'une telle unité d'action pour construire l'unité de notre classe, par en-bas, comme cela s'est passé en février 1934.<sup>9</sup>

---

### DISTINGUER TRAJECTOIRE DU CAPITAL ET DANGER FASCISTE

---

Voici en somme ce à quoi peuvent amener les théories de la fascisation : brouiller la distinction entre la bourgeoisie et les fascistes, entre fascisme et capitalisme, pour appeler à les combattre de front dans leur ensemble en arrimant l'action antifasciste soit à une perspective révolutionnaire, soit à un projet d'union des gauches et d'émancipation globale. Mais au final cela nous désarme sur les deux plans à la fois : dans la lutte anti-capitaliste d'une part en minimisant la logique-même du capitalisme raciste et autoritaire ; dans la lutte antifasciste d'autre part en minimisant la spécificité des fascistes et leur autonomie vis-à-vis

9. Lire "Front populaire et antifascisme de masse : quand vaincre le fascisme devient possible" dans les Cahiers d'A2C n°5, novembre 2022

de l'Etat et de la bourgeoisie. Cependant, quand Saïd Bouamama déclare que la fascisation «*est le résultat de l'accumulation de réponses autoritaires successives*» de la bourgeoisie en crise de légitimité, il parle bien de quelque chose qui n'est pas le fait des fascistes.

Cette radicalisation raciste et autoritaire est bien le fait de la bourgeoisie elle-même qui cherche à tout prix à maintenir sa domination et ses taux de profits. Elle a pour cela besoin d'exploiter toujours plus pour extraire davantage de plus-value (casse des acquis sociaux, baisse des salaires réels, surexploitation de la main d'œuvre précaire, etc.) et pour ce faire, non seulement de mater toute opposition mais aussi de diviser notre classe par le biais du racisme. Tout cela répond à une rationalité précise : c'est ce que nous appelons la trajectoire du capital.<sup>10</sup> Et si cette dernière conduit aujourd'hui à renforcer les fascistes et à ce que la bourgeoisie se destine éventuellement à leur laisser le pouvoir, elle peut aussi prendre d'autres chemins pour résoudre ses crises selon l'état des forces politiques : cooptation des réformistes, instauration d'un régime purement autoritaire, etc. Or le terme de fascisation implique, qu'on le veuille ou non, que le processus aboutira inéluctablement au fascisme si aucun renversement révolutionnaire ne se produit.

Est-ce qu'on parlerait de fascisation si on avait une égale radicalisation du pouvoir mais une extrême-droite inexistante ? Car si l'essentiel du problème se trouve dans les conditions qui favorisent le fascisme, à savoir la crise de l'hégémonie bourgeoise<sup>11</sup> et la complicité des

10. Lire l'introduction de la brochure A2C Impérialisme, la trajectoire du capital, juillet 2023

11. Le communiste italien Antonio Gramsci a

élites en place vis-à-vis du fascisme, il ne faut pas reléguer au second plan un élément essentiel : pour arriver au pouvoir, les fascistes ont besoin d'un mouvement fort et d'une organisation de masse.

---

## ET SI ON S'INTÉRESSAIT AUX FASCISTES ?

---

Si parler de fascisation vise à répondre à la nécessité de saisir que le fascisme n'arrive pas du jour au lendemain, il est cependant indispensable de regarder ce que font les fascistes eux-mêmes. C'est ce que l'historien Robert Paxton s'est justement attaché à faire en décrivant étape par étape les choix, les actes et les trajectoires des mouvements fascistes et de leurs dirigeants qui ont réussi à prendre le pouvoir pour certains (nazisme en Allemagne et fascisme mussolinien en Italie) mais aussi de ceux qui ont échoué dans d'autres pays européens.<sup>12</sup> C'est ainsi qu'il distingue plusieurs moments dans le développement des mouvements fascistes.

Pour y voir plus clair, reprenons la synthèse qu'en fait Vanina Giudicelli dans la revue n°3 des Cahiers d'A2C :

*« Dans Le fascisme en action, Paxton présente les deux éléments qui ont permis aux fascistes d'accéder au pouvoir en Italie en 1922 comme en Allemagne en 1933 : le fait que la bourgeoisie se*

développé le concept d'hégémonie culturelle pour mettre en lumière la dimension idéologique de la domination bourgeoise, qui, au-delà de l'emploi de la force et de la répression, s'appuie sur le consentement actif des dominés reproduit par tout un tas d'institutions (médias, école, etc.) pour se maintenir en place.

12. Robert Paxton, *Le fascisme en action*, 2004.

*sente menacée au point d'accepter de collaborer avec eux, et un enracinement suffisamment important des organisations fascistes pour s'imposer comme partenaires.*

*Le fascisme n'est pas un instrument créé par la bourgeoisie, il a un projet politique autonome (l'extermination des Juifs n'était pas le projet de la bourgeoisie allemande, mais celui des nazis). Celui-ci, que l'on pourrait définir par la volonté de créer un renouveau de la société à travers le combat pour la pureté et la grandeur nationale, n'est pas un projet un peu plus radical que celui de candidat-es de la bourgeoisie. Le fascisme a pour spécificité de chercher à mobiliser activement de larges couches de la société – là où la bourgeoisie cherche plutôt à s'assurer de leur passivité. Le cœur de ce mouvement est la petite bourgeoisie, classe sociale qui hait à la fois la grande bourgeoisie au pouvoir qui les mène à la faillite et la classe ouvrière qui réclame davantage d'acquis sociaux et politiques. [...] Mais les mouvements fascistes cherchent également à souder d'autres forces sociales autour des ennemis qu'il faut écraser. La stratégie du fascisme est donc de débaucher une partie de notre classe pour l'amener à s'en prendre à l'autre. En ce sens, le fascisme peut intéresser la bourgeoisie, s'il réussit à construire ce mouvement d'ampleur auquel il aspire, offrant des troupes et une détermination capables de « régler » les blocages auxquels la bourgeoisie doit faire face.»<sup>13</sup>*

Remettre ainsi les fascistes au centre du combat antifasciste est primordial. Finalement, le débat est tactique et porte sur « où attaquer ». Or quand on parle

13. "Les fascistes, Macron, l'Etat, c'est pas la classe", mai 2022

fascisation, comme on l'a vu, le risque est d'oublier les fascistes en les mettant au second plan. Il est pourtant indispensable de comprendre les spécificités du fascisme pour saisir en miroir la nécessité d'un combat spécifiquement antifasciste. Manifestations contre des centres d'accueil de demandeurs d'asile ou des spectacles de drag queens, attaques de centres LGBT+, agressions de personnes trans ou de militant-es de gauche, déblocages d'universités en lutte contre la réforme des retraites, mobilisation contre les concerts de Médine... Tout cela est certes relativement toléré par le pouvoir en place, mais ce sont bien des militant-es d'extrême-droite qui sont à l'œuvre, pas des électeurs macronistes. Construire l'unité d'action antifasciste par en-bas

Les fascistes jouent sur notre terrain : ils visent à mobiliser les masses, et donc une large partie de notre classe aussi, mais contre une autre partie de notre classe. Ayons en tête qu'un régime fasciste, ce n'est pas simplement un régime où la police réprime davantage ; c'est un régime où chacun-e devient flic et collabore activement à la répression. C'est pourquoi la bataille que l'on mène face aux fascistes n'est pas une course dans laquelle il s'agirait juste d'aller plus vite et plus loin ; c'est un combat de boxe qui est à mener, une lutte au corps à corps pour empêcher qu'ils ne recrutent et ne s'implantent davantage, qu'ils ne diffusent leur poison et enrôlent une partie de notre classe.

Chaque village, quartier ou université dans lesquels l'extrême-droite mène ses activités sans réponse antifasciste, est un pas de plus vers la complicité générale de leur projet mortifère. Chaque individu qui rejoint le camp fasciste est un pas de plus vers l'anéantissement de notre

camp, de nos organisations, des plus réformistes aux plus révolutionnaires, mais plus profondément de toutes nos solidarités.

Cet intérêt commun pour faire reculer les fascistes, nombre de personnes le ressentent, bien au-delà des cercles habituellement militants, cela est certain et ne peut que nous donner de l'espoir et de la force. Construire cette unité-là se joue à la base et dans l'action du plus grand nombre : il faut s'y prendre par en-bas, dans son village, son quartier ou son université et dans l'action concrète de terrain contre l'extrême-droite et ses activités. Animer une assemblée, lancer un comité, organiser des réunions publiques pour agir collectivement est vital pour rallier et mobiliser toutes les bonnes volontés face aux fascistes.

Si nous sommes d'accord qu'à terme, la seule voie pour se débarrasser définitivement du fascisme et de ce qui en fait le terreau fertile, c'est celle de la rupture révolutionnaire avec le capitalisme et l'impérialisme, nous croyons aussi qu'aujourd'hui la lutte antifasciste est un préalable, une condition à l'unité de notre classe nécessaire pour la révolution. Étant donné l'état de notre camp aujourd'hui, repousser les fascistes est un objectif vital pour redonner la force, la conviction et la confiance à notre classe pour aller au-delà.

#### **ERWAN (MARSEILLE)**

##### **Pour aller plus loin**

- Stratégie antifasciste : 5 exemples historiques pour ouvrir une réflexion, par Denis Godard, 2017.
- Comment faire face au danger fasciste ? l'exemple de KEERFA en Grèce
- Le mouvement antifa aujourd'hui, David Karvala, 2019

# LE RN N'EST PAS LE PARTI DES OUVRIER.ES

DEPUIS 2017, LES RÉSULTATS ÉLECTORAUX SUCCESSIFS DU RN ONT RENDU LA POSSIBILITÉ IMMINENTE DE SON ACCÈS AU POUVOIR CRÉDIBLE.

MAIS C'EST SUITE À L'ÉLECTROCHOC DES EUROPÉENNES ET DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ANTICIPÉES QUE NOMBRE DE MILITANT.E.S ONT VÉRITABLEMENT PRIS CONSCIENCE DU DANGER. S'EN EST SUIVI UNE FORMIDABLE MOBILISATION QUI, BIEN QUE CIRCONSCRITE À LA CAMPAGNE ÉLECTORALE, A DÉMONTRÉ LA VOLONTÉ DE SE BATTRE D'UNE GRANDE PARTIE D'ENTRE NOUS. AUJOURD'HUI, IL EST DONC CAPITAL DE BIEN CERNER NOTRE ADVERSAIRE POUR LE COMBATTRE AVEC LA STRATÉGIE ADÉQUATE. OR, NOUS NOUS HEURTONS À GAUCHE À MAINTES CONCEPTIONS ERRONÉES ET ILLUSIONS QUANT À L'ÉLECTORAT DU RN ET LA NATURE DE CE VOTE.

---

## LES SONDAGES, UN OUTIL POLITIQUE PRODUIT PAR L'IDÉOLOGIE DOMINANTE

---

Il est maintenant communément admis que le vote RN est un vote majoritairement populaire et ouvrier, nourri par la profonde détresse sociale dans les campagnes isolées. Cette idée reçue est abondamment entretenue par les études et les sondages. Or, de nombreux biais ont été mis en avant par Tiberj qui insiste sur la rigueur méthodologique à avoir lorsqu'on utilise les sondages. En effet, ces derniers « sont devenus un enjeu politique majeur »<sup>1</sup>. Le choix des sujets, leur fréquence et la manière dont les questions sont posées orientent le débat public. Ce n'est pas par hasard si le milliardaire Stérin, dont le projet Périclès vise à installer le RN au pouvoir, cherche à acheter un institut de sondage<sup>2</sup>. Aujourd'hui, les panels sont

constitués en recrutant et rémunérant des individus volontaires sur internet. Or, cette méthodologie entraîne d'une part, une surreprésentation de personnes d'extrême droite et d'autre part, une tendance à répondre aux questions impulsivement, sans que les conditions de passation soient connues<sup>3</sup>. Le sondage Elab du 20/12/23 commandité par CNews et Europe 1 est un exemple des contradictions de ce type d'étude : il indiquait que 71% des français-e-s étaient favorables à la préférence nationale et que 70% étaient satisfait-e-s du vote de la loi immigration pourtant, la CNCNDH<sup>4</sup> établissait en 2022 que pour plus de 60% des français-e-s, l'immigration est une source d'enrichissement culturel.

En fonction de la formulation des questions, de leur occurrence dans le débat public, de la méthode utilisée pour construire les échantillons, les résultats peuvent être diamétralement opposés.

Les sondages ont donc une fonction politique. Ils ne peuvent être utilisés qu'avec une très grande précaution,

---

1. Vincent Tiberj, La France est-elle de droite, interview de Salomé Saqué, Blast, 22/09/24

2. Thomas Lemahieu, Exclusif : Périclès, le projet secret de Pierre-Édouard Stérin pour installer le RN au pouvoir, L'humanité, 18/07/24

3. Vincent Tiberj, op.cit.

4. Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme

notamment lorsque ceux qui produisent l'idéologie dominante s'en servent pour établir que le vote RN serait un vote des classes populaires car comme le pointe Annie Collovald, ce n'est pas un hasard. En effet, dès les années 80, après les premières victoires du FN, un glissement sémantique s'observe chez les historiens et sociologues. De parti fasciste, il devient un parti « national-populiste ». Le succès du néolibéralisme a divisé le monde social en deux, les inclus et les exclus. Pour les experts en menace démocratique, « *le peuple, [... est devenu] plus un problème à résoudre qu'à défendre* »<sup>5</sup>, il est le coupable idéal. C'est ainsi que la suspicion envers les plus pauvres et un profond mépris de classe ont permis au FN de se construire une identité respectable qui l'autorise aujourd'hui à se proclamer parti du peuple. La gauche a été peu à peu contaminée par ces analyses et, si c'est de manière inconsciente, elle n'en est pas moins exempte.

---

#### UNE ANALYSE DE CLASSE INCOHÉRENTE POUR ÉTABLIR LA COMPOSITION SOCIALE DU VOTE RN

---

La répartition choisie par les instituts de sondage pour définir les différents groupes sociaux agrège des profils très hétérogènes en ne tenant absolument pas compte de la position sociale réelle des individus. Dans l'analyse des élections législatives, Ipsos en retient 5 : les cadres, les professions intermédiaires, les employés, les ouvriers et les retraités<sup>6</sup>. Aucune information n'indique ce

qui motive ces choix ni les définitions sur lesquelles ils s'appuient pour déterminer ces catégories. Où sont classés les policiers, militaires et gendarmes, c'est-à-dire les professions qui ont un pouvoir coercitif ? Les commerçants, artisans, agriculteurs qui possèdent leur outil de travail ? Les chefs d'exploitations agricoles et les chefs d'entreprise ? La méthodologie choisie ne permet donc pas d'identifier les classes populaires.

De plus, la plupart des analyses ne tiennent pas compte de l'abstention, des votes nuls ou blancs et des non-inscrit·e·s. Or, « *les différences sociales d'inscription et de participation se cumulent [...] au total, sur 100 français en âge de voter parmi les plus modestes, 62 ont pris part aux élections contre 88 personnes sur 100 parmi les plus aisées* »<sup>7</sup>.

Ainsi, si l'on reprend les données de l'enquête Ipsos malgré ces catégories biaisées et qu'on exprime les pourcentages par rapport aux inscrit·e·s, les conclusions sont déjà beaucoup plus nuancées : 30,78% des ouvrier·e·s, 25,52% des employé·e·s, 19,22% des professions intermédiaires, 13,65% des cadres, 21% des retraité·e·s CSP+, 27% des retraité·e·s CSP-, 18,81% des 18-24 ans et 16,31% des 25-34 ans auraient voté RN. Contrairement aux idées reçues, les jeunes et la majorité des ouvrier·e·s ne sont pas « gagné·e·s » par l'extrême-droite.

Si on observe les résultats par rapport aux niveaux de vie, 21,66% parmi ceux qui gagnent moins de 1.250€ votent RN et 22,08% parmi ceux qui gagnent plus de 3.000€. Les revenus ne semblent pas déterminants et se baser sur ce critère n'est donc absolument pas opérant. Mais alors, de quoi le vote RN est-il le nom ?

---

5. B. Cautrès, N. Mayer, *Le nouveau désordre électoral*, p. 189, Paris, Presses de Science Po, 2004

6. <https://www.ipsos.com/fr-fr/legislatives-2024/sociologie-des-electorats-legislatives-2024/>

7. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6658145#encadre2>

## UN VOTE DE LA PETITE BOURGEOISIE

La dimension géographique est l'une des données significatives du vote RN. En effet, sur les 10,6 millions de suffrages pour le RN et ses alliés, 7,2 proviennent des villes de moins de 10 000 habitant·e·s soit près de 70%<sup>8</sup>. Ce sur-vote de la « France périphérique » a beaucoup été commenté, notamment par Piketty et Cagé, mais souvent au détriment du profil de ses électeurices. (Voir graphique ci-dessous)

Pour analyser leurs origines sociales, nous sommes confronté·e·s aux mêmes difficultés que pour les sondages. L'INSEE utilise 6 groupes socioprofessionnels dont l'homogénéité sociale prêterait à rire si le sujet n'était pas aussi dramatique : les personnels des services directs aux particuliers (les assistantes aux personnes âgées par exemple) appartiennent au même groupe que les policiers et militaires, les enseignantes du primaire à

celui des curés. Les chefs d'entreprises de 10 salarié·es ou de 200 000 sont amalgamés (Voir tableau page suivante)

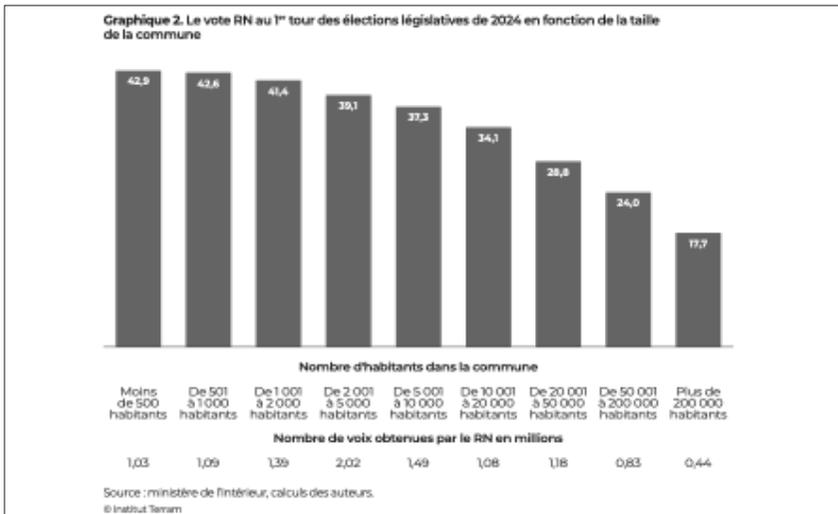
Nous ne pouvons donc nous baser aveuglément sur ces études. En revanche, nous pouvons les combiner en étudiant les spécificités des zones rurales, des petites et moyennes villes.

L'INSEE a établi que la proportion de propriétaires était beaucoup plus importante chez les CSP (Catégories socio-professionnelles) non « ouvrier·e·s » et « employé·e·s »<sup>9</sup>. Or, celle-ci varie en fonction de la taille des villes (avec une concentration beaucoup plus importante dans les petites villes : allant d'environ 80% dans les villes de moins de 2000 habitant·es à 35% dans les villes de plus de 500 000 hab.). De plus, les revenus du patrimoine représentent une part du niveau de vie bien plus élevée pour les indépendant·e·s.

Par ailleurs, en raison de leurs différences de structures économiques, sociales et culturelles, les CSP varient

8. Graphique établi par l'institut Terram à partir des données du ministère de l'intérieur

9. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3642600>



elles-aussi en fonction de la taille des villes : les agriculteurs, les exploitants, les artisans, les commerçants, les petits chefs d'entreprise (c'est-à-dire ceux dont les activités sont majoritairement orientées vers les besoins locaux) et les retraité·e·s sont surreprésentés dans les zones où le RN fait ses scores les plus importants. Se dessine alors un premier profil d'électorales.

L'étude, très fouillée, de l'institut Terram permet d'aller plus loin. Elle met en évidence le lien entre capital résidentiel (valeur et désirabilité du lieu dans lequel réside un individu) et vote RN. En effet, si le prix du mètre carré varie en fonction du type de bien, il est aussi intimement lié à sa géolocalisation : plus un bien est désirable, plus il

prend de la valeur. Or, aujourd'hui, moins la population de la commune est élevée, moins il en a. L'évolution des prix du marché crée une discordance entre capital économique et capital résidentiel (des bien hérités prennent ou perdent de la valeur...) et instaure une organisation spatiale qui fait apparaître un lien très important entre capital résidentiel faible et vote RN élevé. Les électrices du RN expriment « *leur frustration vis-à-vis de leur statut de dominés dans le champ immobilier local ou leur insatisfaction de devoir vivre dans une zone de relégation* »<sup>10</sup>. Ces données croisées avec

10. Jérôme Fourquet, Sylvain Manternach, Comprendre la géographie du vote RN en 2024, p.30, Institut Terram

Tableau 1. Groupes et catégories socioprofessionnels de la PCS 2020

Groupes socioprofessionnels	Catégories socioprofessionnelles
1. Agriculteurs exploitants / Agricultrices exploitantes	10. Exploitants / Exploitantes de l'agriculture, sylviculture, pêche et aquaculture
	21. Artisans / Artisanes
	22. Commerçants / Commerçantes et assimilés
2. Artisans / Artisanes, commerçants / commerçantes et chefs / cheffes d'entreprise	23. Chefs / Cheffes d'entreprise de plus de 10 personnes
	31. Professions libérales
	33. Cadres administratifs et techniques de la fonction publique
	34. Professeurs / Professeures et professions scientifiques supérieures
	35. Professions de l'information, de l'art et des spectacles
3. Cadres et professions intellectuelles supérieures	37. Cadres des services administratifs et commerciaux d'entreprise
	38. Ingénieurs / Ingénieures et cadres techniques d'entreprise
	42. Professions de l'enseignement primaire et professionnel, de la formation continue et du sport
	43. Professions intermédiaires de la santé et du travail social
	44. Ministres du culte et religieux consacrés / religieuses consacrées
4. Professions intermédiaires	45. Professions intermédiaires de la fonction publique (administration, sécurité)
	46. Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises
	47. Techniciens / Techniciennes
	48. Agents / Agentes de maîtrise (hors maîtrise administrative)
	52. Employés administratifs / Employées administratives de la fonction publique, agents / agentes de service et auxiliaires de santé
5. Employés / Employées	53. Policiers, militaires, pompiers, agents de sécurité privée / Policières, militaires, agentes de sécurité privée
	54. Employés administratifs / Employées administratives d'entreprise
	55. Employés / Employées de commerce
	56. Personnels des services directs aux particuliers
6. Ouvriers / Ouvrières	62. Ouvriers qualifiés / Ouvrières qualifiées de type industriel
	63. Ouvriers qualifiés / Ouvrières qualifiées de type artisanal
	64. Conducteurs / Conductrices de véhicules de transport, chauffeurs-livreurs / chauffeuses-livreuses, coursiers / coursières
	65. Conducteurs / Conductrices d'engins, caristes, magasiniers / magasinnières et ouvriers / ouvrières du transport (non routier)
	67. Ouvriers peu qualifiés / Ouvrières peu qualifiées de type industriel
	68. Ouvriers peu qualifiés / Ouvrières peu qualifiées de type artisanal
	69. Ouvriers / Ouvrières agricoles, des travaux forestiers, de la pêche et de l'aquaculture

les précédentes confirment le premier profil établi.

L'« électorat [du RN] se recrut[e] dans la petite classe moyenne et les milieux populaires intégrés socialement [qui] souffrent de ne pas pouvoir vivre plus confortablement et de ne pas pouvoir accéder à un mode de vie s'approchant de celui de CSP+ et des classes moyennes supérieures »<sup>11</sup>. Il existe une corrélation entre les zones où les écarts de niveaux de vie sont les plus importants et visibles et celles où le RN obtient ses meilleurs résultats (avec quelques exceptions). Leurs électeurices se disent « trop riches pour être aidé-e-s mais pas suffisamment pour bien vivre ». Ce constat confirme les travaux de sociologues tels que Benoît Coquard, qui ont démontré l'hostilité de l'électorat du RN vis à vis de "l'assistanat" dont bénéficie les plus modestes. Si on compare les résultats des 3 blocs principaux, dans les zones les plus pauvres, le vote NFP est très largement en tête, dans les zones les plus riches, c'est le bloc présidentiel qui domine et dans les zones où les revenus médians sont assez modérés c'est le vote RN<sup>12</sup>. Le vote de gauche serait donc plutôt un vote populaire, celui du centre et de la droite un vote bourgeois et celui du RN, un vote de la petite bourgeoisie. Cette classe, difficile à définir, est totalement invisibilisée dans toutes les études sur l'électorat du RN. Or, tous les éléments exposés précédemment montrent à quel point, elle est pourtant celle dont le vote RN est issu. En effet, selon l'analyse marxiste, la société s'articule autour d'un antagonisme entre la classe ouvrière (au sens de toutes celles qui sont exploitée-e-s et qui ont besoin de vendre leur force de travail pour vivre) et la bourgeoisie qui

l'exploite. La petite bourgeoisie quant à elle est prise en étau entre ces 2 classes sociales. Elle est composée de petits patrons, d'indépendants, de commerçants, d'artisans, de la partie des salariés dans les entreprises qui occupent des fonctions d'encadrement, de relai des patrons et des fonctions coercitives (police, armée, gendarmerie) ... Ce ne sont ni des personnes complètement exploitées, ni celles qui détiennent le pouvoir de la bourgeoisie. Cette définition correspond donc à la fois à ce que nous savons des électeurices du RN (ici, elle s'éloigne en plus d'une classe urbaine et racisée) et à la fois aux analyses du fascisme qui se construit en autonomie de l'État et qui s'appuie sur cette classe.

Il ne s'agit pas de se faire plaisir et d'utiliser la théorie pour appliquer ensuite des projections qui valideraient nos hypothèses. La classe des exploitée-e-s n'est pas homogène, il y existe des tensions, des contradictions et ce serait se leurrer que d'imaginer que certain-e-s ne votent pas RN. Toute la question est de savoir s'ils et elles sont majoritaires, s'ils et elles sont nos allié-e-s, s'ils et elles sont ceux à qui nous devons nous adresser.

Aussi, afin d'être au plus près des rapports de force en présence, il est important de comparer les résultats des élections législatives en tenant compte de la participation, du nombre d'inscrit-e-s et du nombre de personnes n'ayant pas la nationalité française (sans tenir compte des sans-papiers) : (voir tableau page suivante)

Les disparités sont évidentes mais, en réalité le RN, même dans les campagnes, ne dispose pas de l'hégémonie qu'on lui prête.

11. Ibid., p.16

12. Ibid., p.19

	Villes de moins de 10 000 hab.	Villes de plus de 10 000 hab.
Vote RN par rapport aux électeurices	28,14%	18,92%
Vote RN par rapport au nombre d'hab. adultes	26,94%	15%
Adultes n'ayant pas voté RN	73,06%	85%

INSEE, répertoire électoral unique, 2020, INSEE, Recensement de la population - Base infra communale (IRIS), 2020  
Données combinées et analysées à l'aide du logiciel R

Le débat sur la base sociale du RN n'est pas le seul différend au sein des chercheuses. Il en existe un autre, et de taille : les motivations de ce vote. Une partie d'entre elles pensent qu'il s'agit d'un vote mû par un désespoir social. Pourtant, ce serait ne pas voir « l'éléphant dans la pièce : la question identitaire »<sup>13</sup>. Pour Nonna Mayer, les déterminants les plus importants sont les attitudes : « l'ethnocentrisme est en 1ère position, avec le sentiment affirmé de ne plus être chez soi, suivi en 2ème position de l'hostilité à l'intégration européenne, soupçonnée d'encourager l'immigration, et en 3ème position d'un placement très à droite de l'échiquier politique »<sup>14</sup>. Il est notable, à ce titre, que les divers scandales autour de certain-e-s candidat-e-s, les revirements et contradictions du programme économique du RN, n'aient absolument pas influé sur ses résultats. D'ailleurs, son électorat n'en connaît souvent qu'un élément : la préférence nationale.

Si l'on reprend les données de l'étude Terram, les motivations qui émergent sont très claires : la question de l'immigration et celle de l'insécurité (ces deux items recueillent 20 points de plus que ceux des salaires et du pouvoir d'achat)<sup>15</sup>. « Les entretiens qualitatifs et les reportages menés auprès des électeurs

13. Vincent Grimault, Racisme ou sentiment d'abandon : ce qui détermine le vote RN, 28/08/24, Alternatives Économiques

14. Fabien Escalona, Extrême droite : Cagé/Piketty risquent de bercer la gauche d'illusions, 23/09/23, Mediapart

15. Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, op.cit., p.13

frontistes ont bien montré que l'insécurité culturelle qu'ils ressentaient ou même, pour les plus radicaux d'entre eux, la crainte d'un « grand remplacement » qu'ils exprimaient se nourrissaient de la coexistence avec des personnes issues des immigrations arabo-musulmanes, et ce quelle que soit leur nationalité »<sup>16</sup>. Les auteur-e-s ont créé un indice IPI (Immigration, Pauvreté - prégnance des inégalités - et Insécurité) dont l'objectif est de croiser différents facteurs qui expliquent le vote RN. Les résultats sur les cartes sont troublants<sup>17</sup> (voir page 26).

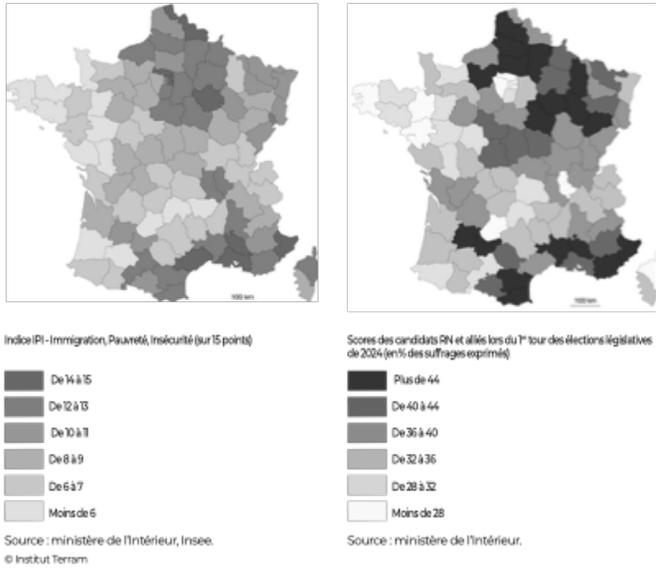
Si on y ajoute les variables nombre d'habitant-e-s de la commune et capital résidentiel, les exceptions disparaissent. Ainsi, « *tout se passe comme si, dans ces territoires limitrophes, le rejet de l'immigration se combinait avec le souci de préserver son capital résidentiel. Le vote RN agit alors comme un moyen [...] de mettre à distance les familles issues de l'immigration* »<sup>18</sup>. Les dynamiques de ce vote deviennent alors limpides. Il repose sur une petite bourgeoisie blanche, raciste, qui craint, en période de crise, le déclassement et son décrochage. Peut se greffer à elle, comme l'a démontré François Coquard, des individus blancs des classes populaires qui sont influencés par des « figures de réussite – typiquement l'ouvrier qui a réussi à devenir artisan à son compte [...] ». En mettant un bulletin RN dans l'urne, ils n'envoient pas un message de colère ou de ressentiment lié à un abandon. Ils

16. Ibid., p.14

17. Ibid., p.19

18. Ibid., p.30

Cartes 5a et 5b. L'Indice IPI par département et le vote RN au 1<sup>er</sup> tour des élections législatives de 2024



dicibles, acceptables au sein de l'opinion publique. [...] Toute l'idée de cette fenêtre, c'est qu'elle est dynamique, elle s'élargit, elle se contracte, elle se déplace »<sup>20</sup>. Pendant longtemps, l'islamophobie, la théorie du grand remplacement et le vote RN n'étaient pas assumables, créant une censure inconsciente. Qualifier le RN de parti populiste, débattre avec lui, cesser de lutter

affirment au contraire leur style de vie avec fierté »<sup>19</sup>. Ils n'ont pas de vision de classe mais une vision raciale. Si d'aucun.e veulent malgré tout s'adresser aux électeurices du RN, ils doivent prendre conscience qu'aucun argument ne sera efficace. Quoi qu'ils puissent en dire, ce vote se construit avant tout autour des questions migratoires et du racisme.

### LE RN EST UN PARTI FASCISTE, COMMENT LE COMBATTRE ?

Cette situation où un seul récit domine a fini par influencer la gauche et ses militant·e·s : le RN est majoritaire, c'est un vote populaire, donc il faudrait s'adresser à ceux qui votent pour lui. Finalement, personne ne s'adresse à tou-te-s les autres, qui sont en réalité largement majoritaire, et personne ne cherche à les mobiliser.

La fenêtre d'Overton est « *l'ensemble des opinions qui sont considérées comme*

19. Vincent Grimault, op.cit.

ardement contre le racisme ont contribué à et accompagné sa banalisation. « *La politique n'existe pas seulement lors des élections. L'enjeu, pour les syndicats, les associations et les partis, consiste à y reprendre pied pour diffuser une sorte d'antiracisme ordinaire* »<sup>21</sup>.

Que proposons-nous ? A qui ? Il y a une vraie nécessité aujourd'hui à mobiliser les nôtres, à remettre la solidarité au cœur de nos interventions, à changer le cadre et les questions qu'on nous impose. Il n'y a qu'une chose à faire, se battre inlassablement contre l'extrême droite, la délégitimer, ne lui laisser aucune place, nulle part. Plus que jamais, no pasaran !

### CHARLOTTE PAVEZ (ROMAINVILLE)

20. Vitktorovitch, « Zemmour, Bannon et macronistes... Qu'est-ce que «la fenêtre d'Overton» ? », RTL, 23/10/24

21. Faury, Dans l'électorat du RN « le racisme s'articule à des expériences de classes », Fabien Escalona, 01/05/24, Mediapart

# DE QUEL ANTIFASCISME AVONS-NOUS BESOIN? L'EXEMPLE DE MARSEILLE

TOUT AU LONG DE CETTE BROCHURE, ON A PU DÉVELOPPER PLUSIEURS ARGUMENTS THÉORIQUES SUR LA CARACTÉRISATION DU FASCISME, ET DU PRINCIPAL PARTI QUI L'INCARNE EN FRANCE, LE RN. MAIS SI ON DÉVELOPPE TOUS CES ARGUMENTS, CE N'EST PAS POUR S'AUTO-PROCLAMER MEILLEUR.ES EXPERT.ES DU FASCISME, MAIS POUR BIEN S'ARMER, POUR INTERVENIR AU MIEUX DANS LE MOUVEMENT, ET ARRACHER LA VICTOIRE FACE AUX FASCISTES.

C'EST POUR ÇA QU'ON A DÉCIDÉ DE CONCLURE CETTE BROCHURE AVEC UN EXEMPLE CONCRET, CELUI DE MARSEILLE, QUI NOUS PARAÎT PERTINENT POUR INCARNER LES LIGNES STRATÉGIQUES DE L'ANTIFASCISME QU'ON PENSE ESSENTIEL À BÂTIR.

---

## POURQUOI L'EXEMPLE DE MARSEILLE ?

---

Premièrement parce que Marseille est une grande ville dans laquelle l'extrême droite est en dynamique. Il y a une polarisation forte qui s'exprime notamment sur le terrain électoral. Lors des élections législatives de 2024, sur 7 circonscriptions, 4 ont été données gagnantes à l'extrême droite, dont 3 nouvelles, et 3 ont été remportées par l'aile dite radicale du Nouveau Front Populaire. Dans les quartiers les plus populaires de Marseille, les députés LFI Bompard et Delogu ont été élus dès le premier tour culminant à 60% des voix.

Deuxièmement parce que Marseille a été érigée en symbole par tous les fachos de France. Zemmour y lance sa campagne pour les présidentielles fin 2021, tout comme Jordan Bardella pour les européennes de 2024. À chaque fois, Reconquête ou le RN ont tapé sur l'insécurité en désignant Marseille comme le résultat du laxisme de l'Etat avec leur rhétorique raciste liant actes délictueux et immigration. Aussi, cette ville devient un enjeu pour les fachos car Marseille incarne pour eux une ville à reconquérir et qui leur permet de développer leur rhétorique du grand remplacement.

Troisièmement parce que, en parallèle des enjeux nationaux, c'est aussi par le

local que se développe le danger fasciste, et le micro-parti «Marseille D'abord»<sup>1</sup> en est un symptôme à prendre au sérieux. Il est constitué autour du fasciste local Stéphane Ravier, ancienne figure de proue du RN marseillais, qu'il quitte en 2022 pour rejoindre les rangs de Reconquête, qu'il abandonne aussi en 2024 et se dédie à son micro-parti. Marseille D'abord allie stratégie de respectabilité (avec en ligne de mire une tentative d'union des droites pour les élections municipales de 2026) et liens avec d'autres antennes qui permettent d'élargir la base militante : Hera Massilia, soi-disant féministe, Nettoyons Marseille, prétendument écologiste, et enfin Defends Marseille, un groupe de jeunesse actif, composé de militants identitaires.<sup>2</sup>

---

## FACE À LA MENACE FASCISTE, DES EXPERIENCES ANTIFASCISTES CONTRASTÉES

---

Afin de développer les pistes stratégiques qui nous paraissent vitales à bâtir, tirer les bilans des ripostes passées nous paraît essentiel. Même si l'antifascisme marseillais existe depuis bien longtemps, on a décidé de revenir rapidement sur trois épisodes récents.

En novembre 2021, Zemmour lance sa campagne présidentielle par une venue à Marseille. Sans cadre antifasciste

1. Sur le développement des partis fascistes, lire dans cette brochure l'article "Qu'est ce que le fascisme?"

2. Pour plus d'infos sur Marseille D'abord et sur l'extrême-droite marseillaise, consulter « Guide Pratique : l'extrême-droite à Marseille et environs » produit par l'Antifa Social Club Marseille <https://ascm.noblogs.org/files/2024/11/Guide-pratique.pdf>

structuré à ce moment-là, la riposte s'organise quand même et décide de le harceler : dès le matin, un comité de réception l'attend à la gare, et le soir c'est un millier de personnes qui défilent dans les rues de Marseille contre le fascisme. Mais c'est aussi les marseillais-es non militant-es qui réagissent, lors de sa venue dans le quartier du Panier, tous les rideaux de fer des commerces se ferment sur son passage et les riverain-es l'insultent depuis leurs fenêtres. Sa visite est un tollé médiatique, le début de la perte de vitesse de sa campagne, et l'occasion pour l'Assemblée antifasciste marseillaise de se lancer<sup>3</sup>.

En mars 2024, c'est cette fois Bardella qui décide de lancer sa campagne pour les européennes à Marseille. En deux ans, trois cadres antifascistes se sont créés, l'Antifa Social Club Marseille (ASCM), la Jeunesse Antifasciste Aixoise (devenue depuis Jeune Garde Aix-Marseille), et la Riposte Antifasciste. Plusieurs semaines avant, les 3 collectifs lancent une inter-rorga afin d'accueillir le RN comme il se doit. Dans l'organisation de ce week-end antifasciste, les arguments se sont opposés, et la Riposte a essayé de tenir jusqu'au bout la priorité de bâtir une manifestation massive et offensive en direction du lieu de meeting. Mais on n'a pas réussi à convaincre, et l'avis général, motivé principalement par un défaitisme créé par la peur de la répression policière, a décidé que la manifestation ait lieu à des kilomètres de là, laissant bien tranquilles les milliers de fascistes qui se sont rassemblés ce jour là, quelques

---

3. Lire le retour d'expérience : « Assemblée antifasciste de Marseille : une expérience vitale » <https://www.autonomiedeclassé.org/antifascisme/assemblee-antifasciste-de-marseille-une-experience-vitale/>

semaines avant une victoire électorale écrasante.

Nous voilà donc en juin 2024, suite à la dissolution de l'Assemblée Nationale. Face à la sidération et à la tentation générale de grossir les rangs du NFP, la Riposte, convaincue que ce n'est pas en déléguant qu'on vaincra le fascisme, décide d'impulser avec l'ASCM la création de Comités de Quartiers Antifascistes à travers toute la ville. Début juillet, on organise donc une assemblée de lancement qui réunit plus de 300 personnes et aboutit à la création d'une douzaine de comités (très inégaux numériquement selon les quartiers). L'été passé, et la dynamique retombée, le bilan est disparate, certains comités n'ont pas vraiment vu le jour quand d'autres se sont directement implantés avec des collages, des tables à des événements de quartier... Mais ce qui paraît comme une constante dans beaucoup de ces comités, c'est la difficulté à s'organiser spécifiquement sur le sujet du fascisme mais un éparpillement vers d'autres sujets vus comme fascistes<sup>4</sup> : surveillance, violence policière, gentrification<sup>5</sup>... S'il paraît compliqué de tirer des bilans qui pourraient sûrement être propres à chaque comité, deux explications générales se dégagent. La première c'est que les manoeuvres par en haut du NFP, appelant en septembre à mobilisation pour voir Lucie Castets à la tête du gouvernement, ont fait perdre au réel élan antifasciste de juin sa force et son autonomie, en proposant une solution délégataire, celle que le NFP se charge de la lutte contre le RN au sein du Parlement. La deuxième c'est que, par en

bas, la Riposte n'a pas su réactiver cette énergie, aller à la rencontre de chaque comité pour convaincre de maintenir la mobilisation, de ne pas faire confiance à cette pseudo union de la gauche pour nous épargner du danger fasciste, et de continuer à mener une lutte contre le RN et toute l'extrême-droite, bien menaçante dans notre ville.

---

## QUELLES PISTES D'ORGANISATION EN TIRER ?

---

Maintenant qu'on a vu que l'exemple de Marseille était un réel enjeu stratégique pour les fascistes, loin d'être gagné, mais pas hors de danger, que les bilans des dernières expériences étaient très contrastés, tirons-en des lignes de conduite à adopter systématiquement, à Marseille comme ailleurs pour que notre antifascisme sorte victorieux !

**Il y a besoin d'une lutte spécifique contre le fascisme !** On l'a vu, ici les fascistes se développent et s'organisent par la base, et ce n'est pas l'autoritarisme de l'État qui grossit les rangs autour de Ravier. C'est qu'avec ses différentes antennes, celui-ci galvanise et rassemble des fachos en devenir qui, d'année en année, prennent la confiance. Marseille D'abord doit être identifié comme une possibilité d'organisation du fascisme local, et des stratégies doivent être développées pour renvoyer ce micro-parti, Ravier et tous ses fachos aux oubliettes, quand bien même iels se font passer pour féministes ou écolos.

**L'antifascisme doit être l'affaire de toustes et pas de groupes de spécialistes ou de LFI.** Les comités de quartiers dont on a parlé plus haut doivent être saisis comme une réelle opportunité de développer un

---

4. Voir l'article de la brochure "Doit-on parler de fascisation?"

5. Pour des exemples des initiatives prises par les comités : <https://www.instagram.com/quartiers.antifascistes13/>

antifascisme par la base, réactif, qui n'ait pas pour priorité une pureté politique parfois de posture, mais plutôt d'aller chercher les voisin-es, les commerçant-es, un-e par un-e, pour mettre en place de la veille, s'auto-défendre des potentielles attaques racistes ou queerphobes, organiser des rendez-vous pour partir en manif pour empêcher le prochain meeting du RN de se tenir...

**Le RN est un parti fasciste, pour lutter contre le fascisme il faut lutter contre le RN et pas seulement contre Reconquête et les groupuscules.** La différence de hauteur de réaction entre les venues de Zemmour et de Bardella sont le symptôme qu'une partie de notre camp joue le jeu de la dédiablement du RN. La peur de la répression est une bien bonne excuse pour cacher l'absence de conviction que le RN incarne le danger fasciste, et que le combattre est une urgence.

**Pour gagner, il faut bâtir une unité d'action contre le racisme et le fascisme.** Parce qu'on est convaincu-es qu'il faut non seulement une lutte spécifique contre le fascisme, mais que, pour l'abattre pour de bon, il faut aussi attaquer simultanément ce qui en fait son principal terreau, le racisme<sup>6</sup>. À Marseille, un grand nombre d'organisations luttent sur le front de l'antiracisme, mais l'éparpillement de tous ces collectifs, comme celui des différents groupes antifascistes, et le manque d'articulation claire entre ces deux luttes affaiblissent notre camp et nous épuisent. C'est pourquoi aujourd'hui, la construction d'un front uni contre le racisme et le fascisme est une stratégie urgente à bâtir.

Si on essaye de tirer des lignes stratégiques claires, ce n'est pas pour produire des injonctions. Mais c'est parce qu'on pense que, à Marseille comme ailleurs, il faut être à la hauteur de la situation, que les fascistes se renforcent, que chaque victoire qu'ils arracheront leur permettra d'aller plus loin, et que, de nôtre côté, chacune des défaites qu'on arrivera à leur imposer nous rendra plus fort-es et qu'elles sont des conditions essentielles à la possibilité pour notre classe de s'organiser dans une perspective révolutionnaire.

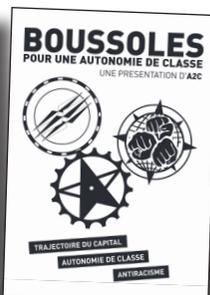
**LOU (MARSEILLE)**

---

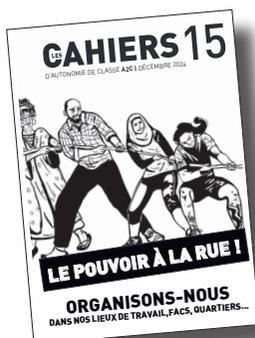
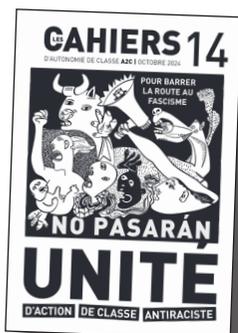
6. À propos de la centralité du racisme dans le danger fasciste, voir dans la brochure l'article "Le RN n'est pas le parti des ouvrier.es"

# PUBLICATIONS D'A2C

## NOS BROCHURES



## NOTRE REVUE BIMESTRIELLE



DEMANDEZ LES À VOS CAMARADES D'A2C, OU ÉCRIVEZ-NOUS À  
**A2C@RISEUP.NET**  
RETROUVEZ L'ENSEMBLE DE NOS ARTICLES, VIDEOS, AUDIOS SUR  
**AUTONOMIEDECLASSE.ORG**

EN JUIN 2017, A2C A PRODUIT UNE BROCHURE INTITULÉE  
« COMPRENDRE LE FASCISME POUR MIEUX LE COMBATTRE ».  
DEPUIS, CETTE BROCHURE A ÉTÉ LARGEMENT DIFFUSÉE  
DANS LE MOUVEMENT, SERVANT PARFOIS DE SUPPORT  
À ÉLABORER DES STRATÉGIES AU SEIN DES LUTTES  
ANTIFASCISTES.

SUITE À LA DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
EN JUIN DERNIER, CONVAINCU.ES QUE, PLUS QUE JAMAIS,  
LE DANGER FASCISTE EST CONCRET, IL NOUS A SEMBLÉ  
ESSENTIEL DE PRODUIRE UNE NOUVELLE VERSION DE  
CETTE BROCHURE, ACTUALISÉE AUTOUR DE DEUX AXES  
MANQUANTS : LA CARACTÉRISATION DU RN COMME  
PARTI FASCISTE, ET L'ÉLABORATION DE PERSPECTIVES  
STRATÉGIQUES DIFFÉRENTES DE CELLES PORTÉES PAR LE  
MOUVEMENT ANTIFASCISTE AUJOURD'HUI.

NOUS REPRODUISONS DONC ICI QUATRE TEXTES QUI NOUS  
SEMBLENT PERMETTRE DE CERNER PRÉCISÉMENT LA  
RÉALITÉ DU DANGER FASCISTE AUQUEL NOUS FAISONS  
FACE... POUR MIEUX COMBATTRE SA RÉSISTIBLE ASCENSION.

[WWW.AUTONOMIEDECLASSE.ORG](http://WWW.AUTONOMIEDECLASSE.ORG)



**MARS 2025**  
PRIX CONSEILLÉ : 2 €